

HASSI MESSAOUD

Sonatrach produira plus de pétrole

Les champs de Hassi Messaoud devront produire, dans les prochains jours, une quantité supplémentaire de 14 mille barils par jour et 10 mille autres à partir de la troisième semaine du mois de mai prochain, a-t-on appris de bonne source.

L'annonce a été faite lundi par les responsables locaux de la Sonatrach, à l'occasion d'une visite du Top Management du groupe pétrolier dans la région de Hassi Messaoud. Cette visite a été préparée par le vice-président Exploration et Production, Salah Mekmouche, ainsi que

ses principaux chefs de pôles, Bouaffad, Ould Ali et Bada. Les responsables de l'activité Amont ont tenu des réunions dimanche avec les «régionaux» de la production et mis au point un plan de travail à court et moyen terme. Les quantités supplémentaires de pétrole proviendront

du champ RAMA, au nord de Hassi Messaoud, qui sera raccordé, dans les prochains jours, à la chaîne de production avec un débit quotidien de l'ordre de 14 mille barils. L'Enac, filiale de la Sonatrach, a réussi à mettre en place le réseau de collecte et de transport en un temps record. D'autres puits seront forés dans ce champ pour augmenter la capacité et passer à une vitesse supérieure dans son exploitation. Lors de la présentation à laquelle a assisté le P-dg de la Sonatrach, Amine Mazouzi, le

responsable de la région de Hassi Messaoud a rassuré le management du groupe sur la mise en production de quantités supplémentaires dans un délai de deux mois. Ces quantités sont estimées à 10 mille barils par jour et seront puisées de champs de la périphérie de Hassi Messaoud. Un vaste programme a été également approuvé par le P-dg de la Sonatrach par rapport à la réduction des gaz torchés et le traitement des puits qui nécessitent des opérations de stimulation. L'objectif est de parvenir à



Photo : DR

Les champs produiront 10 mille barils jour. une exploitation rationnelle des champs de Hassi Messaoud avec un objectif avoisinant les deux millions de tonnes équivalents pétrole supplémentaires à la fin de l'année. Mokhtar Benzaki

POUR L'AMENER
À REPRENDRE
LE PROCESSUS DE PAIX

La RASD plaide pour
des sanctions contre
le royaume alaouite

La RASD exhorte la communauté internationale à adopter des sanctions contre le royaume du Maroc à l'effet de faire revenir ce dernier à la raison et reprendre le processus des négociations sur la base de l'autodétermination du peuple sahraoui.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est là le plaidoyer que le président du Conseil national sahraoui a développé à l'occasion d'une conférence qu'il a animée, hier mardi, au Conseil de la nation.

Khatri Addouh, qui a fait une rétrospective du long combat du peuple sahraoui pour le recouvrement de son indépendance, a exprimé la disponibilité des autorités sahraouies à poursuivre les pourparlers pour peu que le Makhzen cesse ses «manœuvres» et concède, enfin, à admettre «qu'il n'y a pas de base de négociations autre que celle de l'autodétermination que l'instance onusienne de même que presque l'ensemble de la communauté internationale ont reconnue».

Cela dit, le responsable sahraoui avertit presque que cette disponibilité de la RASD, dictée par la sagesse malgré les pressions des jeunes Sahraouis qui estiment que 40 ans de tergiversations marocaines suffisent, ne peut pas durer longtemps. Et à Khatri Addouh de ne pas exclure le recours, une nouvelle fois, à une solution autre que celle politique, soit «la reprise de la résistance armée pour recouvrer notre liberté».

Dans ce sens, l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS) effectue ces jours-ci des manœuvres dans la région d'Aghouinit, prête qu'elle se dit, «à affronter l'occupant marocain à tout moment»

Pour le président du Conseil national sahraoui, l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix au Sahara occidental est à «imputer au Maroc» qui, selon lui, «s'entête à violer la légalité internationale», dont, citera-t-il en exemple, «la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés», les territoires sahraouis étant inscrits depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes.

Un processus, le second du genre, le premier ayant été enclenché en 1991 pour s'arrêter au lendemain de la succession de Mohamed VI à Hassan II, que le nouveau monarque chérifien veut à tout prix faire capoter. Ce dernier qui fait, ainsi, fausse route à son défunt père qui avait fini, au crépuscule de sa vie et de son règne, par concéder à négocier sur la base du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Entre autres des dernières manœuvres du Makhzen, sa décision unilatérale de réduire la composante politique et civile de la Minurso, et ce, à l'opposé de ce que prévoit l'accord de cessez-le-feu conclu en 1991. Ce que le dirigeant sahraoui qualifie de «déclaration de guerre». Une Minurso dont la prolongation du mandat, qui prendra fin le 30 avril courant, fera décider d'une réunion, après-demain, au Conseil de sécurité de l'ONU.

M. K.

LE DG DE LA BOURSE D'ALGER, YAZID
BENMOUHOU, L'A ANNONCÉ HIER

D'autres emprunts obligataires
d'entreprises en 2016

Après le groupe Dahli, qui a annoncé la clôture, le 9 janvier dernier, de l'emprunt obligataire destiné à financer son projet dénommé «Alger Médina» avec le remboursement total du capital, d'autres sociétés comptent se lancer sur la même voie à la deuxième moitié de cette année.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous attendons à partir du deuxième semestre 2016 l'arrivée d'autres emprunts obligataires d'entreprises qui vont arriver sur le marché», a annoncé hier le DG de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub sur les ondes de la Chaîne 3.

Le groupe Dahli a pu lever une somme de 2,6 milliards de DA (sur 8 milliards DA escomptés) auprès des citoyens par le biais de l'achat des actions du groupe cotées en Bourse, et qui ont servi à financer une partie du grand projet d'Alger Médina.

Par ailleurs, l'invité de la radio a affirmé que l'arrivée de nouvelles sociétés au niveau de la Bourse va participer à multiplier l'offre au niveau du marché. Aussi, l'arrivée sur la place boursière de la société pharmaceutique Biopharm, dont les titres ont été introduits pour la première fois le 21 avril dernier à la négociation, et celle prochaine de la cimenterie publique d'Ain Kébira, vont porter le

niveau de capitalisation à 1 milliard de dollars contre 45 milliards de DA actuellement.

La Bourse d'Alger se trouve dans une phase de progression notable en sachant qu'entre 2013 et 2015, la capitalisation est passée d'un peu plus de 13 milliards de DA à plus de 15 milliards DA. «L'arrivée des entreprises publiques (8 autorisées par le CPE) est un élément qui va permettre de donner la confiance nécessaire au marché susceptible de drainer les entreprises présentes dans les différents secteurs d'activité», a indiqué Benmouhoub qui s'est dit, par ailleurs, favorable à l'emprunt obligataire, affirmant qu'il y a très peu de produits financiers sur le marché. «Si nous voulons véritablement capter l'épargne, qu'elle soit dans le secteur formel ou informel, il faudrait donner plus de produits financiers, et l'arrivée de l'emprunt national avec des niveaux de rendement qui n'ont pas de pareils au niveau de la place financière, qui plus est exonérés d'impôts, est

un élément important pour capter l'épargne», a-t-il estimé.

Selon son DG, la Bourse d'Alger est dans une phase où elle peut jouer véritablement un rôle central dans le financement des entreprises et de l'économie nationale. Il déplore que la plupart des sociétés continuent soit à s'autofinancer ou à recourir aux banques mais pas solliciter le marché boursier. Une tendance qui devrait s'inverser avec une première décision des pouvoirs publics de ne plus financer les grands projets sur le budget de l'Etat.

A cette décision s'ajoute l'aval du Conseil des participations de l'Etat (CPE) autorisant 8 entreprises publiques à aller en Bourse. «A la date d'aujourd'hui, nous n'avons que 5 sociétés cotées (deux sociétés publiques et 3 autres privées) dont la dernière est la société privée Biopharm. Aujourd'hui, un certain nombre de sociétés privées ont atteint une maturité qui leur permet véritablement d'aller vers d'autres marchés à condition d'avoir les financements nécessaires», a souligné le DG de la Bourse qui plaide en faveur d'un nouveau modèle de financement.

Y. D.

WORKSHOP INTERNATIONAL SUR LA CRYPTOGRAPHIE

Comment protéger ses informations
contre le piratage ?

Depuis hier, des spécialistes de la cryptographie se penchent sur les différentes techniques permettant de chiffrer des messages. Le colloque a lieu à l'université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran. Pour sa rectrice M^{me} Benharrats Nacéra, il s'agit là d'un sujet d'actualité puisque, dit-elle, «la cryptographie touche tous les domaines. La grande question est de savoir comment préserver sa vie privée, ainsi que les intérêts de tous types d'institutions contre le piratage».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - De ce fait, un tel colloque est très utile puisqu'il permet d'apporter un peu de lumière dans ce monde un peu énigmatique, et jauger son savoir sur ce qui se fait ailleurs, pour des échanges avec les professeurs et les étudiants, estime la rectrice de l'Usto. Depuis toujours, l'hom-

me tente de dissimuler ses données personnelles, et ce, bien avant même l'apparition des premiers ordinateurs. Seulement avec l'apparition du réseau internet permettant des transactions, celles-ci sont souvent sujettes à interception et au piratage. D'où ce besoin permanent de trouver les meilleurs outils pour se

protéger. Pour le professeur René Lozi (Université de Nice), à travers sa communication «le futur prometteur de la théorie du chaos pour la sécurité cryptographique personnelle», le système de protection des données est tellement compliqué qu'on l'appelle «chaotique». En terme plus simplifié, puisqu'il s'agit d'un domaine où l'on évoque l'arithmétique et les théories, «la cryptographie est un terme générique désignant l'ensemble des techniques permettant de chiffrer des messages, c'est-à-dire permettant de les rendre inintelligibles sans une action spécifique. Le verbe crypter est parfois utilisé mais on lui préférera le verbe chiffrer».

Pour le professeur Safwan Al Assad (Université de

Nantes) qui abordera pour sa part l'aspect théorique de la cryptologie, «il y a trois systèmes qui permettent de cacher l'information l'on parlera de l'un d'entre eux la cryptologie et dès lors que l'on en parle on évoque aussi la cryptanalyse, un binôme qui s'associe tout le temps pour une évolution positive dans un seul but : sécuriser les données».

Cette conférence qui se clôture aujourd'hui s'adresse à la communauté des chercheurs universitaires nationaux, en premier lieu et aux industriels qui participent aux développements de la sécurité des données et qui auront l'opportunité d'échanger et de s'informer sur les dernières avancées.

A. B.